DECLARATION DE GEORGES GRATIANT

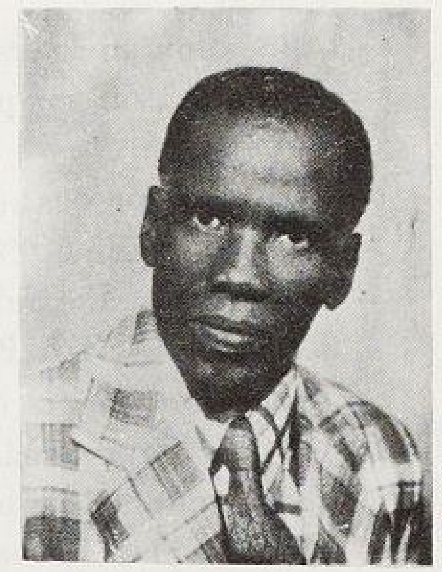
Candidat aux élections législatives du 12 Mars 1978

dans la circonscription

du Sud de la Martinique



G. GRATIANT
Avocat



A. PLATON
Petit Planteur

Martiniquais,

Martiniquaises

Une fois de plus ma candidature est posée dans la même circonscription électorale. Une fois de plus j'ai été désigné par le Parti Communiste Martiniquais, mon Parti, sur la suggestion de nos alliés dans le combat politique qu'ensemble nous menons au sein du FRONT NATIONAL MARTINIQUAIS POUR L'AUTONOMIE (Parti Progressiste Martiniquais, Parti Communiste Martiniquais, Parti Socialiste Martiniquais).

Inlassablement nous avons mené nos dernières campagnes électorales et nous avons tenu nos discussions publiques sur l'autonomie, confondant nos adversaires, dénonçant la malfaisance de leur politique, et mettant leur mauvaise foi en évidence.

QU'EST-CE QUE LE DÉPUTÉ SORTANT ET LA POLITIQUE DE SON GOUVERNEMENT ONT APPORTÉ AU SUD, A LA MARTINIQUE ?

En quelques années le Sud a été vidé de sa substance : toutes les usines à sucre ont été fermées, de nombreux petits planteurs ont abandonné la banane, des centaines d'hectares sont tombés en friches, les distilleries de rhum sont menacées par l'amendement du député giscardien Hardy (M. Sablé a voté cet amendement) ; malgré les promesses de Sablé, le rôle des marins-pêcheurs n'a pas été diminué.

Le député sortant a soutenu la politique du gouvernement R.P.R.–Giscardien qui accroit la vie chère (55 % de hausse des prix en 4 ans), bloque les salaires, développe le chômage (50.000 chômeurs), vide le pays de sa jeunesse au profit de l'entrée massive de Métropolitains bénéficiant de hauts salaires, refuse l'application intégrale des lois sociales (aucune aide aux chômeurs, contrairement à ce qui se fait en France), vend les terres du Sud aux milliardaires étrangers, tel Rotschild. Le Lycée du Sud n'est pas construit.

M. Sablé a soutenu la politique de gaspillage du gouvernement qui a versé 15 milliards aux Békés, et de ses amis du Conseil Général qui ont jeté plus d'1 milliard pour un terrain de golf, voté 100 millions pour le château du Préfet, tandis qu'on refuse 40 millions pour faire fonctionner l'Université de Fort-de-France.

LE DÉSASTRE, C'EST DÈS AUJOURD'HUI QU'IL EST LÀ.

Pour camoufler leur responsabilité, pris de peur devant la montée du mécontentement populaire, M. Sablé et ses amis déversent mensonges et calomnies au sujet de l'autonomie. Aveugles et sourds ils s'en vont, criant à tue-tête «l'autonomie c'est l'indépendance !» sans que rien d'autre ne puisse désormais franchir le seuil de leur esprit.

Dans l'autonomie, les Martiniquais CONSERVERONT tous les avantages sociaux qu'ils ont conquis (Sécurité Sociale, retraite des vieux, allocations diverses, etc...).

Nous l'avons dit et nous le répétons : l'autonomie n'est pas la séparation. Avec l'autonomie, la Martinique demeurera dans le cadre de la République Française et les Martiniquais conserveront la citoyenneté française. D'ailleurs les indépendantistes, en attaquant violemment l'autonomie, montrent bien que l'autonomie n'est pas l'indépendance.

Travailleurs martiniquais exploités par les capitalistes qui ne cessent de s'enrichir, petites gens victimes de la politique RPR-giscardienne, VOUS VOULEZ QUE CELA CHANGE. Vous le pouvez le 12 Mars.

Voici les revendications des travailleurs que nous défendrons :

- Alignement du SMIC (salaire minimum) sur le SMIC français ;
- Augmentation des allocations familiales de 50 % ;
- Suppression de la parité globale par le versement aux familles de l'intégralité des allocations familiales ;
- Paiement des allocations familiales aux chômeurs ;
- Application des lois sur le chômage adaptées aux conditions locales ;
- Sécurité Sociale : retour au remboursement à 80 % ou 100 % des dépenses de santé ;
- Ramener le délai ouvrant le bénéfice de la Sécurité Sociale à 60 heures de travail dans les 6 mois au lieu de 25 jours actuellement ;
- Allocation aux personnes âgées pas inférieure à 1.200 francs et payée chaque mois ;
- Retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, avec possibilité pour ceux qui le désirent de travailler au-delà de cet âge ;
- Titularisation des auxiliaires des services publics ;
- Diminution de 50 % du «rôle» des marins-pêcheurs ;
- Interdiction d'expulsion de tout occupant de la zone des 50 Pas géométriques ;
- Réalisation d'UN PROGRAMME D'URGENCE DE GRANDS TRAVAUX pour lutter contre le chômage, par la mise en œuvre des projets actuellement en cours (Hôpital de la Meynard, achèvement de la Rocade de Fort-de-France, travaux routiers pour améliorer les chemins communaux, aménagements sportifs comme l'extension du Stade Louis-Achille, la construction de cités artisanales ;
- Mise en place de la Société d'Économie Mixte pour l'industrie sucrière ;
- Expropriation pour cause d'utilité publique des terres induement occupées sur la mangrove par les gros propriétaires békés à Rivière-Salée et ailleurs ;
- Octroi de prêts spéciaux à faible taux d'intérêt aux petits agriculteurs et artisans pour favoriser leur installation ou leur développement ;
- Fixation d'un prix rémunérateur de la tonne de canne livrée à l'usine par les petits planteurs, selon les demandes formulées par les organismes représentatifs ;
- Fixation d'un prix garanti DÉPART, à la production, pour les petits planteurs de banane.

Les travailleurs martiniquais veulent à coup sûr d'un changement qui leur permette d'arracher des mains des commis de l'Etat Français qui nous assaillent l'autorité dont ils abusent dans la direction irrationnelle d'une administration fondée sur les privilèges, les faveurs, et les prébendes.

Ils veulent neutraliser les élus domestiqués du régime des profiteurs qui font leur malheur pour n'avoir hérité de l'esclavage que du don de la haute servilité.

Ils veulent en un mot d'un régime nouveau qui leur permette de gérer eux-mêmes leurs propres biens, de conduire eux-mêmes les affaires de leur propre pays, d'être en personne les gardiens vigilants et actifs de leurs droits acquis et de leur précieux patrimoine matériel et culturel, d'être les maîtres de leur politique.

Pour tout cela, nous voici tous unis dans le FRONT NATIONAL MARTINIQUAIS POUR L'AUTONOMIE, le PCM, le PPM, le PSM, la CGTM, avec tous les démocrates, les jeunes et les vieux, tous ceux qui ont assez de cœur et d'esprit pour rester dignes et lucides dans une bataille décisive où chacun doit trouver sa place pour gagner l'AUTONOMIE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE DE LA MARTINIQUE, seule capable de donner à tous ici un peu de bonheur par le travail et la dignité.

G. GRATIANT.

VOTEZ G. GRATIANT

Suppléant A. PLATON

S.I.M.